

<https://47.snuipp.fr/Comment-enrayer-la-crise-de-recrutement>



Comment enrayer la crise de recrutement ?

- INSPE et Début de Carrière -

Date de mise en ligne : jeudi 7 juin 2018

Dernière mise à jour : 0000

Copyright © FSU-SNUipp 47 - Tous droits réservés

Le mardi 5 juin se déroulait au siège du SNUipp-FSU à Paris, un conseil national technique sur la question de l'accès à tous au métier d'enseignant par le pré-recrutement, le concours et la formation initiale.

Le constat :

Actuellement, nous vivons une crise du recrutement au niveau national. Même si toutes les académies ne sont pas touchées de la même manière, une fracture sociale s'est installée : un concours placé en master pose une barrière difficilement franchissable pour les étudiants venant des milieux populaires, faisant du métier de professeur des écoles un rêve peu accessible.

Les pistes de travail :

Il y a donc urgence à construire une réponse. Une réponse différente de celle des économies, de la précarité par le recrutement de contractuels que le ministre propose et a du mal à déguiser derrière une communication habile et un vocabulaire syndical détourné. Car derrière les mots pré-recrutement, pré-professionnalisation, JM Blanquer et les hauts fonctionnaires du ministère n'y mettent pas les mêmes intentions que le SNUipp-FSU.

Prenons pour exemple, sa réponse au commissaire des comptes où il dévoile (dans le Café pédagogique – L'expresso du 4 juin 2018) que « La future épreuve d'admissibilité des concours enseignants aura lieu en L3 ». À la première lecture, nous pouvons voir une annonce intelligente qui va dans le sens des propositions syndicales. Mais mettre l'admissibilité en licence n'est pas mettre le concours en 3e année de licence.

Comme cela ne concerne que la partie d'admissibilité, où se situe l'admission ? Deux ans plus loin. Que deviennent les PES ? Auront-ils deux ans de stage ? Le concours sera-t-il la norme du recrutement ou suffira-t-il d'avoir le master ?

C'est ce qui a l'air de se jouer dans le projet du ministre sur le pré-recrutement, tout cela loin du terrain et de la vision des parents d'élèves qui ne s'imaginent pas que l'enseignant de demain soit seulement titulaire d'un master MEEF (Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation).

Peut-être alors se renseigneraient-ils sur la formation initiale des enseignants et ses ruines ? Car là aussi la situation universitaire est déplorable.

Dans une interview sur France culture ayant pour thème les carnets du ministre et ses bonnes pratiques, les intervenants semblaient s'accorder sur le fait que la pédagogie est une pratique, pas une science, pas un art. Ce discours peut-il justifier l'abandon des fonctionnaires stagiaires face à leur classe ! Cumulé au stress de la titularisation et à la validation du master... La coupure sèche des heures de cours théoriques pose question : créer une séquence, la mener, l'évaluer, l'analyser, c'est donc inné ?

On dégrade la formation initiale, on forme des enseignants au rabais, on laisse l'école primaire publique s'écrouler. Quand réagirons-nous ?

Sera-t-il trop tard ?

Forcément, il y a de quoi démissionner, se résigner, baisser les bras. Les fonctionnaires stagiaires à l'heure actuelle

sont des héros du quotidien, qui font de leur mieux pour exercer leur nouveau métier, souvent au détriment de leur vie personnelle.

Le déficit de formation, cumulé aux difficultés d'accès au concours font planer un réel danger sur notre profession.

Ce débat, cette réflexion syndicale menée au sein du SNUipp-FSU avait pour but d'échanger sur notre vision du recrutement des PE et sur les conditions de formation.

Elle a permis de faire émerger des points de convergences et d'affirmer qu'une formation initiale d'excellence sur 5 ans permettra une entrée dans le métier satisfaisante et aidera à lutter contre la destruction de l'école publique.

Guillaume Arruat